

**HALIFAX, NOUVELLE-ÉCOSSE**  
**LE 15 AVRIL 1986**

À Halifax, le débat est de vaste portée. On aborde les thèmes courants de la sécurité, du rôle des Nations Unies et de l'image internationale du Canada, mais aussi bien d'autres questions qui reflètent les préoccupations locales, nationales et internationales, qu'elles soient ou non liées aux rapports entre le désarmement et le développement.

Au sujet de la Conférence de Paris, on discute du rôle que le Canada y joue. Comme il sera difficile de faire pour le moment d'importants progrès au niveau multilatéral, on suggère que le Canada, le premier, se penche sur cette question au niveau national et prenne des mesures en conséquence. Il pourrait par exemple examiner son rôle dans l'industrie des exportations d'armements dans le but de mettre l'accent sur le contrôle ou la réduction de ce commerce. L'objectif ultime de cet exercice pourrait être de dresser un registre du commerce international des armements.

Plusieurs personnes ramènent cette vaste question au niveau local, en remettant en question le bien-fondé des plans du gouvernement qui, pour remédier au sous-développement dans la région des provinces maritimes, encouragerait les entreprises s'occupant indirectement d'exportations d'équipement militaire ou d'armes, par exemple Thyssen au Cap Breton, Litton dans l'Î.-P.-É. Certains envisagent la question sous un angle moral plutôt qu'économique. Par ailleurs, on fait remarquer qu'en général les Canadiens ne s'opposent pas aux mesures de défense ou aux dépenses dans ce secteur. Envisagées dans une perspective morale, comme certains le font, les politiques du gouvernement seraient critiquées quel que soit le montant des dépenses.

Le Canada est généralement critiqué d'avoir créé sur son territoire une industrie d'armements et de défense, qui est perçue comme une manifestation nationale des rapports et liens entre le désarmement et le développement. L'influence de cette industrie sur les Autochtones suscite quelques préoccupations.

On note que la possibilité de créer des emplois dans des régions économiquement faibles en y implantant des industries de défense a provoqué un débat au sein des collectivités locales. On estime que "la privatisation et la militarisation" ne sont pas des solutions adéquates au sous-développement régional et que le développement militarisé est le signe d'une économie malade.